Juin - Juillet 2008

la lettre des Socialistes de Montrouge

Éditorial

Cynismes

Présidentielle, législatives, municipales... Après cette longue période d'élections successives, beaucoup de Montrougiens doivent se sentir floués. Floués par un Président de la République qui s'était proclamé « président du pouvoir d'achat ». Il n'avait pas précisé pour qui ! On a eu la réponse à l'été 2007, quand la droite au pouvoir a distribué du pouvoir d'achat par des baisses d'impôts... à ceux qui en avaient le moins besoin : aux familles les plus aisées (le « paquet fiscal » de 15 milliards d'euros). Et ce, sans travailler plus. Par contre, les salariés, eux, sont invités à travailler plus pour gagner plus ! Du moins, ceux qui peuvent faire des heures supplémentaires, ce qui n'est pas acquis à tout le monde. Et sans trop se soucier de l'usure et de la pénibilité du travail qui risquent de s'ensuivre, dont les conséquences pour la santé seront supportées par les salariés, et par la Sécurité sociale, donc par des cotisations supplémentaires pour les salariés...

Le cynisme inégalitaire du gouvernement se double d'un cynisme à l'égard des générations futures.

La preuve, ces suppressions de postes dans l'Education nationale, ou la faiblesse d'investissement dans la recherche, alors que ces deux secteurs méritent un engagement fort pour préparer l'avenir. La droite, c'est l'intérêt immédiat de quelques-uns, aux dépens des investissements humains et financiers d'avenir au service de tous.

Facture élevée

A Montrouge, ce n'est pas mieux. Nous avons perdu les élections, certes. Mais la gauche représente maintenant près de la moitié des habitants de notre ville. Manifestement, le maire s'en fiche complètement et poursuit ses habitudes. Au conseil municipal, « votez ce que vous voulez, ça n'a pas d'importance », dit-il en substance aux élus de gauche. Dans la ville, la piscine n'est toujours pas terminée et la majorité municipale continue de voter des avenants aux travaux, qui vont augmenter la facture déjà élevée. Plusieurs générations d'élèves n'auront pas pu accéder à une activité nautique dans le cadre scolaire, alors que des possibilités auraient pu être trouvées avec les communes voisines.

Quant aux réaménagements urbains, ils sont soit obscurs (pourquoi tant de travaux dans le centre ville, quels sont les projets ? rien ne se dit), soit malheureusement clairs (le plan local d'urbanisme permettra d'augmenter la hauteur des immeubles futurs, et l'immobilier exclut toujours plus les familles aux revenus faibles et moyens).

Mépris de la moitié des Montrougiens, non-dits, exclusion des familles populaires et moyennes... Nous combattrons, avec vous, cette politique.

Séverin Prené
Secrétaire de section du Parti socialiste de Montrouge
Conseiller municipal

Recevez la lettre par mail

@

C'est gratuit et rapide !
Si vous souhaitez vous abonner,
il vous suffit d'envoyer un mail
avec vos nom et prénom en précisant
"abonnement à la lettre" à

psmontrouge@free.fr

Tout se ferme autour de nous… »

Ce soir, j'ai rendez-vous avec des jeunes. Je ne sais pas ce qui m'a pris. Je me sentais d'humeur morose, j'avais besoin de sensations fortes et voilà le résultat : 20h00 devant la « résidence » Boutroux. Il parait que certains jeunes sont difficiles à contrôler. J'aurais mieux fait d'aller au ciné voir un bon film d'horreur. J'enfile ma veste, je laisse mon portable, mon paquet de clopes et ma montre Casio. Il y a des limites à la prise de risque. J'emmène un journal au cas où je devrais poireauter… En fait Yoann, 23 ans et Amandine, 25 ans m'attendent. On s'installe devant le hall d'entrée de leur bâtiment. Et ils commencent par me remercier ! Après quelques banalités, la conversation prend un sens surprenant :

« J'habite Boutroux depuis 1991, tout le monde se connaît ici, les jeunes et les mamies, ça se passe bien, on n'a pas à se plaindre, mais tu vois, il y a un truc que je ne comprends pas : tout se ferme autour de nous ! Regarde, avant, autour de la résidence, il n'y avait pas de barrière. Maintenant il y en a une qui mesure 2 mètres ! Pareil pour le parc pour les gamins au milieu de la résidence, ils ont mis des grilles, tu dois demander la permission au gardien pour l'ouvrir. Du coup, les gamins jouent sur le parking, au milieu des voitures. Le stade, on peut plus y aller si on n'a pas une carte, si on veut courir, c'est bouclé, pareil on ne peut plus jouer au tennis. Donne-moi un terrain de foot à Montrouge où tu peux aller gratuitement ? Y'a rien. Il faut prendre sa balle et aller à « Porte d'O », au stade Elisabeth. En fait, le maire a tout fermé, il ferme le square, il ferme la résidence, il ferme le stade. »

« Tout se ferme autour de nous » ….

« Moi quand je suis arrivé, y'avait Cap Breton et le domaine de Villelouvette. Tout a été vendu, les colos ont été vendues (…) On pouvait aller à Villelouvette comme on voulait, il suffisait de montrer qu'on habitait Montrouge; j'y suis retourné avec un copain, et le gars à l'entrée il nous arrête, on lui a dit qu'on était Montrougien, il nous a dit qu'on avait le droit qu'à un seul week-end dans le mois. Avant c'étaient tous les dimanches de juillet à août, on partait avec nos parents, on faisait un barbecue, on emmenait un pique-nique, c'était sympa, maintenant c'est fini, y a une grille devant le château et ils ont rebouché l'étang ! (…) Au fur et à mesure des années, on a perdu plein de choses. On a gagné des immeubles tout laids avec des lampadaires vilains. Ils sont vilains ces immeubles, non ? Et tu as vu le prix au mètre carré ? Qui peut se payer ça ? C'est les prix du 14e. En fait, le maire veut faire un arrondissement de Paris. Après, nous les jeunes, on met au moins deux ans avant d'avoir un logement. C'est pour ça que je dis que tout se ferme autour de nous. (…)

Je suis dégoûté par leur nouveau projet : ils veulent fermer l'avenue Boutroux. Quand tu viens de la mairie, ils vont mettre des commerces. Pour bloquer l'accès à l'avenue et pour qu'on la voit surtout pas, c'est pas beau, on cache la misère. Au bout, au coin de la rue du Colonel-Gillon, et nous, on sera enfermé derrière. Le maire veut enlever tout ce qui est populaire…»

Il est 21h10. Je finis le Coca que Yoann est allé me chercher chez ses parents, on refait rapidement la compo de l'équipe de France, puis on se serre chaleureusement la main. Et je rentre tout penaud, en longeant les fameuses grilles vertes de l'avenue Boutroux. Devant la place Émile Creps, je me retourne et je prends le temps de regarder, en me disant que dans quelques mois, l'avenue que je viens de remonter aura disparu de mon champ de vision. Pour les enfermer un peu plus. Je ne voyais pas les choses comme ça.

Ça fait froid dans le dos. Laurent Barcessat

Se lever tôt… ou comment inscrire un ado pour un séjour proposé par la mairie de Montrouge

La plaquette de la mairie annonçait : inscription à partir du mercredi 14 mai 2008.

Oui mais ne venez pas le jeudi c'est déjà trop tard !

Connaissant le système, j'ai mis mon réveil à 4 h 30 ce mercredi et me voilà arrivée devant le centre administratif à 5 heures 20. Cette année, j'espérais bien être la première arrivée pour avoir une place sur le séjour en Espagne choisi par mon enfant.

Et bien non ! Il y avait déjà 3 ou 4 parents assis sur les premières marches de la mairie, fiers de m'annoncer, pour certains, qu'ils sont arrivés à 4 h 00 du matin et que les 3 places pour l'Espagne seront déjà prises par eux.

Bon, c'était mon premier choix, je me rabats donc sur un autre séjour et j'attends l'ouverture des portes.

C'est long…

Trois heures plus tard, la mairie ouvre ses bureaux et je peux enfin accéder aux guichets des inscriptions et réserver mon séjour.

Malgré cela, même si le système est plutôt juste (en effet, je n'ai pas constaté de passe droit et les pouvoirs sont autorisés mais limité à 1 par personne) plus les années passent et plus il faut venir tôt. N'y a-t-il pas d'autres solutions ?

Une chose peut être : ouvrir le centre administratif une heure plutôt ce jour-là car avec tout ça je suis arrivée en retard à mon travail !

Une mère d'un ado Montrougien

L'éducation en danger

Nouveaux programmes de l'école primaire

Une vision réductrice du savoir

Le 20 février dernier, le ministre de l'éducation nationale, Xavier Darcos, a annoncé qu'il souhaitait entreprendre à travers les nouveaux programmes de l'école primaire une « véritable révolution culturelle ».

A la lecture de ces nouveaux programmes, toute la communauté éducative s'est élevée pour les dénoncer, sous forme de contributions, lettres, pétitions.

Principale critique : l'ensemble des contenus proposés dans ces programmes ne vise en fait qu'à développer des techniques et des automatismes chez les enfants, au détriment d'un enseignement fondé sur la réflexion.

Extraits : « Les connaissances et compétences s'acquièrent par l'entraînement ».

Chacun sait qu'il est nécessaire de s'entraîner, mais si ça suffisait pour faire apprendre, ça se saurait !

L'école a le devoir de transmettre une culture, de permettre aux élèves de se construire comme adultes autonomes, équipés des outils intellectuels nécessaires à l'intégration dans une société moderne, de développer une attitude de recherche, une curiosité intellectuelle. Le savoir s'acquiert avec la compréhension.

Rien de tout cela dans les nouveaux programmes : ils sont marqués par une conception mécaniste des apprentissages et un affaiblissement de la dimension culturelle de l'enseignement.

Cloisonnements

De plus, le cloisonnement des disciplines (français, maths, histoire, etc.) est renforcé, et n'allège pas les contenus déjà bien chargés, d'autant que l'horaire hebdomadaire passe de 26 à 24 heures. Dans ces 24 heures, 2 heures seraient consacrés au soutien et à l'histoire de l'art.

Dès la rentrée 2009, les 2 heures de soutien hebdomadaire seront mis en place dans toutes les écoles. Soit 30 minutes par jour. Dans les Hauts-de-Seine et donc sur Montrouge, cette demi-heure sera placée le matin vers 8 h ou sur le temps du midi.

Les élèves en difficulté se lèveront donc plus tôt ou auront du temps en moins à midi. Pendant que leurs petits camarades dormiront 1/2 heure de plus ou pourront jouer à midi.

Est-ce une façon de traiter la difficulté scolaire ? Est-ce une façon de traiter nos enfants ? Méritent-ils un tel traitement discriminatoire ?

Que va-t-on faire de ceux qui restent en échec alors qu'ils ont travaillé plus ? Sur ces questions, le ministre reste muet.

C'est sûr : quand on n'est pas bon, il faut travailler plus… C'est bien dans l'air du temps sous ce gouvernement. Au détriment de la réussite de tous les élèves, ce projet pénalise ceux qui ont le plus besoin d'école.

Sophie Obadi

Du bon usage du mammouth !

Le bac a aujourd'hui 200 ans ! Dans un pays habitué à tout fêter, on peut être surpris par la discrétion qui entoure cet anniversaire. Ceci est symptomatique du mépris dans lequel le « gouvernement Sarkozy » tient l'Education nationale. Au-delà de déclarations fracassantes, il est évident que son objectif principal est de diminuer le nombre de fonctionnaires.

De 2009 à 2012 le gouvernement entend supprimer 80 000 emplois de fonctionnaires. Imposer 3 heures supplémentaires à chaque enseignant permettrait d'économiser 30 000 emplois. 32 000 emplois seraient économisés par une diminution de 25 % des horaires élèves au lycée et la suppression d'une heure d'enseignement à tous les niveaux du collège.

Trois motivations semblent guider le gouvernement Sarkozy-Fillon dans cette affaire.

- Economique : « l'Etat est en faillite » et il faut tailler dans les dépenses.
- Idéologique : l'action des fonctionnaires n'est envisagée qu'en termes de coût et non en fonction des missions réalisées.
- Punitive : on veut sanctionner un groupe social considéré comme étant de gauche alors que ce monde est bien plus divers.

Dans le même temps, on assigne paradoxalement à l'Ecole des missions supplémentaires, sans doute nécessaires, comme l'enseignement des arts.

De manière insidieuse, on suggère que l'Education nationale ne se serait pas réformée depuis des décennies, qu'on continue à enseigner comme « autrefois ». Par ailleurs, comme on n'en est pas à une contradiction, on va rechercher des solutions dans l'Ecole de la IIIe République. Or, avec l'armée, l'Education nationale constitue le corps qui a le plus connu d'évolutions brutales, de réformes, passant d'un système élitiste à l'enseignement pour tous.

Des négociations sont actuellement en cours entre le ministère de l'Education nationale et les syndicats sur l'évolution du lycée – ce qui est bien – mais elles sont parasitées par la méfiance envers le monde enseignant, sa méconnaissance qu'en a le chef de l'Etat.

Darcos et Sarkozy font-ils la même politique ?

Christian Birebent

Les socialistes se mobilisent pour le droit de vote des étrangers aux élections locales

« Etes-vous pour la reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales?» C'est la question à laquelle étaient invités à répondre les résidents français et étrangers, du 19 au 25 mai, dans les lieux de vote disséminés dans plusieurs villes de province et d'Ile-de-France – avec le soutien du conseil régional - dont Paris et Malakoff. Cette consultation s'inscrivait dans le cadre de la 4e campagne (après 2002, 2005 et 2006) « Votation citoyenne » lancée par la Ligue des droits de l'homme et soutenue par des dizaines d'organisations : associations, syndicats et partis politiques dont le parti socialiste.

Rappelons que contrairement aux ressortissants de l'Union européenne qui bénéficient du droit de vote aux élections locales après six mois de résidence en France, les étrangers non-communautaires en sont privés, même après des années de séjour.

Dans l'Union européenne, 17 pays sur 27 ont une législation plus avancée que la France. En Belgique, les résidents étrangers extra-communautaires ont participé en octobre 2006, pour la première fois, aux élections municipales.

Au même moment, Pascal Buchet, maire de Fontenay-aux-Roses, conseiller général des Hauts-de-Seine et premier secrétaire de la fédération socialiste des Hauts-de-Seine, a lancé le 20 mai dernier une pétition sur internet demandant le droit de vote aux élections locales pour les étrangers en situation régulière. Cette pétition est accessible sur le site www.pour-le-droit-de-vote-des-etrangers.org

Le choix des dates de ces actions ne doit rien au hasard. Au moment où les parlementaires examinent le projet de réforme des institutions, l'objectif était d'intégrer la question du droit de vote des étrangers dans les débats et de faire inscrire ce droit dans la réforme constitutionnelle.

C'est ce qu'ont tenté de faire les députés et les sénateurs de gauche en déposant plusieurs amendements en ce sens, tous rejetés par la majorité avec l'appui du Gouvernement. Déjà, en 2005, le Sénat avait refusé d'inscrire à son ordre du jour une proposition de loi du député Vert Noël Mamère accordant le droit de vote aux étrangers adoptée par l'Assemblée.

Reconnaître enfin ce droit, auquel une majorité de français est aujourd'hui favorable, contribuerait pourtant à renforcer la démocratie locale et à favoriser l'intégration des résidents étrangers.

Marie Iannelli

Lettre des socialistes de Montrouge
Edité par le Parti socialiste de Montrouge.
Directeur de la publication : Séverin Prené.
Coordination : Vincent Duclos et Sophie Obadi. Ont participé au numéro : Christian Birebent, Nicolas Gatineau, Marie Iannelli, Laurent Barcessat.
Imprimé par nos soins.
PS 108 av. Henri Ginoux – 92120 Montrouge.

Travailler… plus…

Le 19 mai dernier, Patrick Devedjian, secrétaire général de l'UMP et accessoirement président du Conseil Général des Hauts-de-Seine célébrait à sa manière le 10ème anniversaire des 35 heures en préconisant l'abolition de la durée légale du travail. Non content de reprendre le refrain préféré de la droite : « C'est la faute aux 35 heures », M. Devedjian va plus loin en remettant en cause un acquis social plus vieux celui-là, à savoir la durée légale du temps de travail autrement dit l'idée que dans une journée, il y a un temps pour travailler, un temps pour soi, sa famille, ses activités sociales et un temps pour dormir.

Depuis des années, la droite essaye de faire passer les Français pour des fainéants. Elle tente de nous faire croire que dans certains pays qu'elle considère exemplaires, les salariés travaillent tous comme des malades de 8h00 à 20h00. Rien n'est plus faux :

- l'heure travaillée française est la plus productive au monde du fait de la flexibilité des horaires, contrepartie fréquente des 35 heures et des gains de productivités réalisés par les salariés
- Un américain ou un anglais commencent en général sa journée de travail à 9h00, la terminent à 17h00 et ne pensent qu'à une seule chose le vendredi soir : partir en week-end.

Alors bien sûr, l'UMP met en avant certaines entreprises des nouvelles technologies dans lesquelles il est de bon ton d'afficher 65 heures de présence par semaine mais la vérité est que si on y travaille 40 heures environ par semaine, les salariés trouvent 15 heures par semaine de quoi se ressourcer sur place, à faire du sport dans la salle prévue à cet effet, à jouer à des jeux vidéos, et même à faire des batailles d'hélicoptères miniatures, bref, à s'épanouir autrement .

Alors bien sûr, il existe des entreprises dans la finance ou la grande distribution où on exploite des jeunes corvéables à merci qui se trouvent face au choix soit de partir soit prendre de quoi tenir le coup mais de cette sorte d'entreprises nous en avons hélas aussi chez nous.

160 ans de luttes sociales ont montré qu'être un Homme, c'est plus que travailler, manger et dormir d'où la répartition entre travail repos et loisir.

Sous couvert de vouloir imiter le modèle américain où il n'y a pas de durée légale du travail c'est tout un pan de la philosophie politique progressiste que M. Devedjian remet en cause. La droite européenne semble aller dans cette direction en fixant la durée maximale du temps de travail à 65 heures par semaine dans l'Union.

Evitant ce double écueil « glandouille ou cocaïne », l'avantage acquis par les salariés en temps de travail avec la loi sur les 35 heures a pour contrepartie une hausse de la productivité et une flexibilité négociée. Mais M. Devedjian, lui, en bon ancien d'Occident, un groupuscule d'extrême droite ancêtre du GUD, rêve d'un monde où les gueux ne feront que travailler, manger et dormir en étant priés de ne pas penser et de gagner le moins possible contrairement aux promesses d'un certain Président.

Nicolas Gatineau